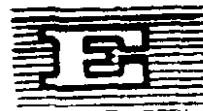


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



53216
C 3



Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/CAP.2/INF.14
11 mars 1968

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Deuxième Conférence des planificateurs
africains
Addis-Abéba, 4-15 décembre 1967

MISE EN OEUVRE DU PLAN DE DEVELOPPEMENT DE LA TANZANIE
LECONS TIREES DE LA PREMIERE MOITIE DE LA PERIODE COUVERTE
PAR LE PLAN DE DEVELOPPEMENT
1964/65-1969/70*

(Document soumis par M. F.A. Byabato, fonctionnaire responsable de
la mise en oeuvre du Plan au Ministère des affaires économiques et
de la planification du développement, Dar es-Salaam)

* L'unité monétaire de la Tanzanie est le shilling; 20 shillings valent
1 livre sterling et sont au pair.

1. Le premier Plan quinquennal de développement économique et social de la Tanzanie, qui a été lancé le 1er juillet 1964, est la première étape d'un plan de perspectives échelonné sur près de 15 ans, de juillet 1964 à juin 1980.

Ce plan de perspectives vise à :

- i) Porter le revenu par habitant qui, en 1964, stationnait à moins de 20 livres par an à 45 livres en 1980;
- ii) Assurer l'autonomie en main-d'oeuvre, sauf dans les domaines professionnels hautement spécialisés;
- iii) Faire passer le potentiel-vie moyen de la population de 35 ans, en 1964, à près de 50 ans en 1980.

2. La mise en oeuvre de ce plan respectif en est encore tout au début; c'est pourquoi en tentant de peser le succès ou l'échec de ces 30 mois de mise en oeuvre du Plan, je ne me poserai pas la question de savoir si nous avons ou non une chance d'atteindre nos objectifs à long terme. Mon objet est plutôt d'indiquer ce qui a été réalisé dans le cadre du Plan au cours des derniers trente mois, ainsi que les difficultés que nous avons rencontrées dans l'application de nos divers programmes.

SECTION I. LE PLAN QUINQUENNAL : BREF APERÇU

3. Le Plan quinquennal de développement doit se terminer en juin 1969. On y a prévu des dépenses totales d'investissement de 246 millions de livres, dont 102 millions correspondront à la part investie par le Gouvernement central. L'Organisation des services communs de l'Afrique orientale (EACSO) et les administrations locales devaient investir 18 millions et 10 millions de livres respectivement, et le secteur privé 116 millions.

4. Le programme d'investissement du Gouvernement central a été prévu comme suit :

TABLEAU 1

	1964/65	1965/66	1966/67	1967/68	1968/69	En milliers de livres totalité du plan quinquennal
Ministères	10.529	12.493	14.280	16.881	18.190	72.373
Organismes para gou- vernemen- taux ^{a/}	4.373	4.392	5.487	7.073	8.302	29.627
Total	14.902	16.885	19.767	23.954	26.492	102.000

a/ Fraction qui doit être financée par le Gouvernement central.

Note : Outre les 102 millions de livres, le Gouvernement central doit consacrer 7 millions de livres aux projets reportés du Plan triennal précédent.

5. On n'a pas procédé à une ventilation annuelle des investissements du secteur privé car cette ventilation est très difficile à effectuer en chiffres absolus. Toutefois, on a prévu qu'à la fin de la période couverte par le Plan, les investissements privés se monteraient à un total d'environ 116 millions de livres et que le taux annuel d'investissement du Gouvernement central, des administrations locales et du secteur privé serait, en moyenne, de 50 millions de livres.

6. En raison du taux d'investissement ci-dessus, le produit intérieur brut qui en 1960-1962, était de 184,4 millions de livres, devait selon les estimations, croître de 6,7 pour 100 par an, de sorte qu'en 1970 il serait de l'ordre de 331,9 millions de livres. L'évolution par secteur du produit intérieur brut, telle qu'elle est envisagée par le Plan, est indiquée en termes quantitatifs au tableau 2 ci-après.

7. Deux remarques à propos du Plan : D'abord, au début de la période de mise en oeuvre, on s'attendait à un très fort pourcentage de l'aide extérieure pour le programme d'investissements du secteur public (78 pour 100 environ). En fait, la part de l'assistance extérieure au cours des deux années et demie d'application du Plan a été moindre qu'on ne l'avait prévu à l'origine (de l'ordre de 40,9 pour 100).

TABLEAU 2
Evolution du PIB
(en millions de livres)

Secteurs	PIB réel		Objectif	
	1954	Moyenne 1960-1962	1970	1980
Agriculture	69,6	83,4	126,8	188,8
Elevage	14,3	18,2	25,7	39,7
Pêche	1,7	1,7	2,7	4,1
Produits forestiers	2,1	2,6	3,4	4,9
Industries extractives	3,0	5,2	7,5	10,3
Industries manufacturières	5,0	7,4	25,0	84,9
Services publics	0,4	1,3	3,7	9,0
Construction	5,6	6,3	18,5	40,0
Transports et communications	5,7	8,7	17,2	35,8
Distribution	13,1	22,1	44,2	93,5
Loyers et redevances	3,5	8,0	17,0	33,5
Administration publique et défense	7,5	12,6	25,2	54,4
Autres services	3,9	6,9	15,0	37,2
Total PIB	135,4	184,4	331,9	636,1
Population (en millions d'habitants)	8,3	9,4	11,3	14,1
PIB par habitant	16,3	19,6	29,3	45,1

Source : Volume I du Plan quinquennal.

8. Deuxièmement, l'accent a été mis sur le développement du secteur industriel qui, selon les prévisions, devait croître de 14,8 pour 100 par an. Avec l'adoption de la déclaration d'Arusha (voir Annexe), qui souligne l'importance du développement rural, le secteur industriel devra progresser à un rythme un peu plus lent qu'on ne l'avait prévu à l'origine. Selon la déclaration d'Arusha, le secteur agricole, pierre angulaire de notre économie nationale - doit être développé de manière à pouvoir fournir des excédents destinés au développement des autres secteurs de l'économie. Dorénavant, dans la mise en oeuvre du Plan, on tient compte de la déclaration d'Arusha, et il est très vraisemblable que les résultats, à la fin de la période, ressembleront assez peu à ceux qui avaient été escomptés.

SECTION II. RESULTATS OBTENUS POUR L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE

TABLEAU 3

Expansion du PIB

(en millions de shillings)

	Moyenne 1960- 1962	1963	1964	1965	1966	Taux d'ex- pansion 1960/62- 1966
PIB en prix constants (1960=100)	3.673	3.932	4.194	4.271	4.646	4,8 %
PIB au coût des facteurs (en prix cou- rants)	3.920	4.547	4.837	4.880	5.455	6,7 %

9. Ainsi que l'indique le tableau 3, le taux d'expansion du produit intérieur brut au cours de la première moitié de la période du Plan, a été de 6,7 pour 100 par an (en prix courants), tandis qu'en prix constants, (année 1960 étant l'année de base), le taux d'expansion était de 4,8 pour 100; comparé à l'objectif de 6,7 pour 100 établi par le Plan. La forte sécheresse qui a sévit dans plusieurs parties du pays au cours de l'année 1965 et une baisse importante des prix de la plupart des produits d'exportation pendant les années 1965 et 1966, ont eu une influence néfaste sur l'expansion du produit intérieur. Par contre, la production industrielle a augmenté au cours de ces 30 mois d'environ 11 pour 100 par an, alors que l'objectif établi par le plan était de 14,8 pour 100; c'est là un progrès très encourageant.

10. Ainsi qu'il ressort du tableau 4 ci-dessous, les secteurs qui, dans l'ensemble, ont progressé de la manière prévue par le Plan, sont l'agriculture, l'industrie manufacturière, le commerce et les transports.

Les autres secteurs, c'est-à-dire les industries extractives, la construction, les services publics, les loyers et les services ont connu une expansion moins rapide que prévu. On expose dans la section suivante pourquoi certains secteurs ont progressé, et d'autres non.

SECTION III. SECTEURS DE L'ECONOMIE

i) Agriculture

11. Pour développer l'agriculture, dans le cadre du plan quinquennal, on a décidé d'agir sur deux plans : amélioration, (c'est-à-dire expansion de l'agriculture et de la sylviculture traditionnelles) et transformation. Les travaux d'amélioration, confiés au Ministère de l'agriculture, visaient à élargir l'assistance et l'encadrement fournis par le Gouvernement aux agriculteurs du secteur traditionnel, en leur envoyant des vulgarisateurs agricoles et des agents du développement communautaire. Ces agents doivent aider les fermiers à améliorer leurs façons culturales traditionnelles en leur inculquant des notions de zoothérapie et de phytopathologie, ainsi que sur la conservation

TABLEAU 4
Le PIB en prix constants
(indice 1960 = 100)

	millions de shillings						
	1960- 1962 Moyenne	1963	1964	1965	1966	Expansion annuelle %	Taux d'expansion prévu
Entreprises des ménages (secteur monétaire)							
Agriculture	935	1.063	1.172	1.210	1.335	7,4	7,1
Industries extractives	105	85	96	115	117	2,2	4,0
Industries manufacturières	124	151	162	178	204	10,6	14,8
Construction	52	53	59	67	69	5,8	12,7
Services publics	21	24	24	26	31	8,3	12,3
Commerce	416	469	528	548	610	7,9	8,0
Loyers	75	79	85	90	92	4,2	8,7
Transports	76	86	95	97	111	7,8	7,8
Services	143	145	152	152	159	2,3	8,5
Total	1.947	2.155	2.373	2.483	2.728	6,9	-
Secteur public	528	545	547	567	584	2,1	-
PIB secteur monétaire	2.475	2.700	2.920	3.050	3.312	5,9	8,6
Secteur de subsistance	1.198	1.232	1.274	1.221	1.334	2,2	2,1
Total PIB	3.673	3.932	4.194	4.271	4.646	4,8	6,7

des sols, l'utilisation des engrais, etc... On souhaitait, de cette manière, accroître la productivité de l'agriculture traditionnelle, tout en réduisant le montant des capitaux à y investir. Bien que les auteurs du Plan ne semblent pas avoir fondé beaucoup d'espairs sur cette méthode, c'est néanmoins celle qui a produit les résultats les plus spectaculaires, en particulier au cours de l'année 1966.

12. L'action de transformation visait à créer des zones d'installation modernes pour la population agricole où les techniques les plus récentes seraient utilisées. Ce programme était d'ailleurs inclus dans les recommandations du rapport de la Banque mondiale, en date de 1961, sur "le développement économique du Tanganyika". Ces zones devaient être non seulement des entreprises très rentables mais aussi à la pointe de la révolution progressive souhaitée dans les techniques de production agricole.

13. L'expérience a montré que la transformation des méthodes de production dans l'agriculture doit être progressive et prudente. Bien qu'il soit injuste de dire que les projets d'installation moderne des populations rurales aient été un échec total, il n'en est pas moins vrai que le rendement a été inférieur aux résultats escomptés. Il faut l'attribuer à plusieurs raisons : investissement de trop de capitaux, ignorance de la part des intéressés des méthodes de production qu'on leur demandait d'adopter, et comme l'a dit M. C.D. Msuya^{1/} aux "faiblesses et incohérences" jointes à une pénurie de personnel technique, dans la gestion et le contrôle des programmes.

14. A part cet échec partiel, l'expansion agricole s'est, dans l'ensemble, déroulée conformément au Plan. On a enregistré une amélioration de l'agriculture, de l'élevage, de la gestion de l'entreprise agricole et un choix plus rationnel du moment de planter. L'accroissement de

^{1/} M. C.D. Msuya est Secrétaire général du Ministry of Lands, Settlement and water Development; il est chargé de l'action de transformation.

la production par acre cultivé, l'amélioration de la qualité et de la quantité de la production commercialisée ont contribué grandement à l'expansion considérable qui est intervenue dans l'agriculture.

15. En regard de ces améliorations, il convient sans doute de signaler que les produits agricoles de la Tanzanie, comme le sisal et le café, sont particulièrement sensibles aux fluctuations des cours sur le marché mondial. On verra au tableau 5 que la baisse de prix qu'ont subie certaines des principales exportations agricoles du pays, a été très aiguë. L'indice pour le sisal, principal produit d'exportation tanzanien, était de 80 en 1966. Le prix moyen du sisal de toutes qualités, est passé d'environ 105 livres sterling f.o.b. par tonne en 1964 à 68 livres en 1965, soit une baisse de 35 pour 100. Une baisse ultérieure de 80 shillings par tonne est intervenue en 1966, et le sisal de qualité numéro 1 vaut maintenant 100 shillings de moins par tonne que l'an dernier.

16. Le prix du coton, qui vient au deuxième rang des exportations du pays, a également baissé. L'indice pour 1966 est de 83.

17. Il est clair d'après le tableau 5, que l'un des principaux obstacles au développement des pays producteurs de produits primaires est la fluctuation des cours de ces produits. En Tanzanie, la déclaration d'Arusha a insisté sur l'importance d'un développement énergique du secteur rural; il convient toutefois d'agir avec prudence. On a cherché à augmenter la production de produits alimentaires car, si les perspectives des cultures marchandes, telles que le sisal, le café et le coton, ne semble pas très bonnes, la demande de produits alimentaires sur le marché mondial semble en revanche, devoir continuer à croître. Deuxièmement, le Gouvernement a délibérément appliqué une politique des prix qui décourage la culture des produits excédentaires sur le marché mondial, et qui par conséquent n'ont guère de chances de rapporter beaucoup. Ainsi, le Gouvernement a récemment augmenté ses taxes à l'exportation du café afin de décourager l'accroissement de la production. Par contre, pour les produits tels que les noix de cajou, le sésame et le tabac, dont la demande augmente sur les marchés, le Gouvernement a appliqué des mesures d'encouragement des prix pour stimuler la culture de produits de bonne qualité.

TABLEAU 5
Indice des prix pour les principales récoltes
destinées à l'exportation

Récolte	1960- 1962 Indice moyen	1963	1964	1965	1966
Sisal	100	147	146	94	80
Coton	100	98	97	97	83
Café	100	96	126	112	109
Noix de cajou	100	100	125	137	126
Thé	100	125	88	89	89
Arachides	100	97	104	139	100
Sésame	100	111	109	116	116
Tournesol	100	102	94	141	133
Graines de ricin	100	91	94	86	85
Coprah	100	91	103	140	-
Moyenne pondérée sur les années courantes	100	122	124	102	93

18. Les progrès des autres secteurs de l'agriculture, c'est-à-dire l'élevage et la sylviculture ont, eux aussi, été encourageants. A la fin de l'année 1966, on estimait le nombre total de têtes de bétail à 10.997.000, soit 29,37 pour 100 de plus qu'en 1963. Le nombre des têtes de bétail a en fait, dépassé l'objectif des 10 millions inscrit au Plan quinquennal. Toutefois, si le Gouvernement est heureux de ces résultats, il tient à ce que la qualité et le poids moyen des bêtes ne souffrent pas de l'augmentation de leur nombre. En fait, l'objectif à long terme prévu dans le Plan quinquennal est de stabiliser le cheptel à un chiffre moins élevé

mais d'accroître sensiblement son poids moyen. C'est pourquoi, une campagne intensive a été lancée pour contrôler les mouvements du bétail et prévenir les maladies.

19. En ce qui concerne la sylviculture, le programme de l'Etat vise non seulement à limiter au minimum la pénurie de bois, mais aussi à créer de nouvelles ressources en essences précieuses et en bois à usage industriel qui permettront aux nouvelles industries axées sur l'exportation de se développer. Les perspectives concernant les résineux et la pulpe de bois étant bonnes, on a accéléré la plantation de ces essences à croissance rapide. Au cours de la première moitié de la période couverte par le Plan, un total de 13.165 acres ont été plantés en espèces fournissant le bois d'oeuvre, alors que le Plan n'en prévoyait que 12.818; on a donc planté 347 acres de plus que prévu. On a planté des essences précieuses (teck, mvule et mniga) pour remplacer les peuplements rapidement décroissants. On a respectivement planté 1.000, 100 et 30 acres de ces bois alors que l'objectif fixé était de 1.180, donc 50 acres de moins au cours de la période considérée, que prévu).

20. Ainsi, dans l'ensemble, pour le volume de la production, le secteur agricole a répondu aux prévisions et progressera sans doute beaucoup encore pendant le reste du Plan, vu l'importance que lui a accordée la déclaration d'Arusha.

ii) Industries extractives

21. On a prévu au Plan, un taux d'expansion annuel de ces industries de l'ordre de 4,1 pour 100. On s'attendait à une expansion sensible de la production de diamant. Les minéraux les plus importants de l'industrie minière sont le diamant, l'or, le sel, le mica, l'argent, l'étain (dont on tire les concentrés), les minéraux utilisés comme matériaux de construction et le gypse. Les auteurs du Plan n'ont pas donné grand espoir d'accroître sensiblement la contribution du secteur minier au produit intérieur brut, en raison des gros investissements de capitaux qu'exigent les industries extractives. En fait, si les capitaux ne constituaient pas un problème, on aurait prévu l'exploitation des riches dépôts de charbon qui existent au nord du lac Nyassa.

22. Toutefois, si l'on a inscrit un taux d'expansion modéré de 4,1 pour 100 par an pour le secteur minier, la valeur brute des minéraux produits dans le pays est passée d'une moyenne annuelle de 115 millions de shillings en 1960-62, à 211 millions de shillings, ce qui représente un taux d'expansion annuel de 5,7 pour 100. Toutefois, une grande part de l'augmentation en valeur dans le secteur minier peut être attribuée à l'accroissement de la production et à la hausse du prix des diamants. A l'heure actuelle, par exemple, la production de diamants représente 76,9 pour 100 environ de celle des industries extractives, contre 68,4 pour 100 en 1961.

iii) Industries de transformation et industries manufacturières

23. L'objectif du Plan à atteindre en 1970 par les industries de transformation était en valeur de 164 millions de shillings et pour les industries manufacturières de 354 millions de shillings. Ensemble, ces deux branches apportaient au PIB, en 1960-62, 148 millions de shillings, soit une contribution de 4 pour 100 de ce PIB. Les industries de transformation à elles seules avaient fourni 68 millions de shillings et les industries manufacturières, 80 millions.

24. En 1966, les investissements de capitaux dans le secteur industriel sont passés à 199 millions de shillings, dont la Société nationale pour le développement (National Development Corporation)^{1/} a fourni 17 millions de shillings; les capitaux étrangers recueillis par cette société se sont montés à 64 millions de shillings. D'autres investissements étrangers provenant de sources privées et publiques ont atteint au total 68 millions de shillings, alors que l'apport des sources privées locales a été de 30 millions de shillings. Parmi les industries les plus importantes de ce secteur, il faut citer la fabrication de vêtements, de chemises, de chaussures, de biscuits et de produits en papier.

^{1/} La National Development Corporation est une organisation para-gouvernementale créée pour appliquer des programmes d'investissements dans l'industrie au nom du Gouvernement et aussi, d'une manière générale, pour encourager l'expansion industrielle du pays.

L'industrie de transformation de produits agricoles a enregistré un taux d'expansion annuel de l'ordre de 23 pour 100 depuis le début de la mise en oeuvre du Plan, et il est pratiquement certain que l'objectif fixé par le Plan sera dépassé.

iv) Travaux publics et bâtiment, services publics, transports et communications

26. Construction : la valeur des activités dans cette branche est passée de 52 millions de shillings, en 1960-62, à 69 millions de shillings en 1966, ce qui représente un taux d'expansion annuelle de 5,8 pour 100, contre 12,8 pour 100 prévu dans le Plan. Ce faible taux d'expansion peut s'expliquer en partie, par les difficultés rencontrées dès le départ dans l'application des programmes du secteur public. En 1964 et en 1965, les coûts de la construction ont augmenté d'environ 15 pour 100. Par conséquent, la plupart des projets de construction du secteur public ont coûté plus que prévu au départ, d'où retard considérable dans les travaux. Cependant, étant donné l'urgence qu'il y a à développer les transports en Tanzanie - pour donner à la Zambie de nouveaux débouchés vers la mer - les deux dernières années du Plan devraient connaître un boom dans la construction. En outre, on s'efforce de mettre à la disposition du ministère des travaux publics plus de ressources pour accélérer les programmes de travaux publics; on espère donc que la construction des routes, la mise en valeur des ressources hydrauliques, la construction de bâtiments publics, d'écoles etc. se feront à un rythme plus rapide que pendant la première partie du Plan.

27. Parmi les principales activités envisagées pour l'avenir, on note la construction de nouveaux postes de mouillage dans le port de Dar-es-Salaam qui pourrait ainsi faire face à un volume de trafic maritime plus important - ainsi que l'extension du port et de l'aéroport de Mtwara; en outre, dès que le rapport Maxwell Stamp sur la liaison ferroviaire Tanzanie-Zambie aura été déposé, la construction de cette voie ferrée devrait commencer assez rapidement.

28. Si ces hypothèses se vérifient on peut espérer que la branche "bâtiment-travaux publics" atteindra les objectifs fixés.

29. Services publics : le Plan quinquennal prévoyait que le secteur des services publics connaîtrait une croissance annuelle de 12,3 pour 100, (le chiffre de base étant de 27,2 millions de shillings en 1960-62). En fait, ce secteur a progressé de 8,3 pour 100 par an et en 1966, la valeur ajoutée du secteur des services publics au produit intérieur brut était de 31 millions de shillings. A inclure dans ce secteur l'approvisionnement en électricité et en eau.

30. Il était prévu une expansion annuelle de 12 pour 100 pour la consommation d'électricité et de 8 pour 100 pour la consommation en eau dans les villes. Or, les résultats obtenus dépassent de beaucoup ces objectifs.

31. En 1961, il avait été vendu dans le pays, 120 millions de kWh. En 1966, ainsi qu'il ressort du tableau 6, ce chiffre était passé à 215 millions de kWh.

TABLEAU 6

Vente d'électricité (en millions de kWh)

Années	Consommation intérieure	Exportations nettes	Total
1961	120	23	143
1962	135	21	156
1963	147	16	163
1964	162	5	167
1965	180	0	180
1966	215	0	215

32. Le taux d'expansion annuel moyen des ventes intérieures pendant cette période a été de 12,4 pour 100, contre 12 pour 100 inscrit au Plan. Les exportations vers le Kenya ont commencé de baisser en 1961 et dès 1964, le Kenya était totalement détaché du réseau tanzanien.

33. De 1961/62 à 1965/66, la consommation d'eau dans les villes a augmenté d'environ 8,8 pour 100 par an contre 8 pour 100 prévu au Plan. Ainsi que l'indique le tableau 7, le nombre des branchements d'eau privés a augmenté en moyenne de 7,6 pour 100 par an entre 1961 et 1965.

TABLEAU 7

Quantité d'eau fournie aux consommateurs urbains
(en millions de gallons)

1961/62	1962/63	1963/64	1964/65	1965/66
2.888,7	2.899,2	2.817,4	3.730,6	4.055,9

Nombre de branchements privés

1961	1962	1963	1964	1965
27.707	29.446	32.451	34.363	36.999

34. Transports et communications : le Plan quinquennal attache une grande importance au développement des transports et communications. La Tanzanie est un pays très étendu, dont les différentes régions sont mal reliées entre elles. On avait prévu un développement rapide du réseau de transports intérieurs afin d'amener plus d'interdépendance entre les régions sur le plan économique. D'une manière générale, le secteur des transports comprend la valeur ajoutée par les trajets des East African Railways and Harbours, des East African Airways, des East African Posts and Telecommunications ainsi que du Bureau est africain de l'aviation civile; à cela il faut ajouter le kilométrage effectué par les compagnies de transports routiers.

35. Selon le Plan quinquennal, ce secteur devait progresser chaque année d'environ 7,8 pour 100, à partir du chiffre de base de 178 millions de shillings pour la décennie des années 1960/70. En fait, le progrès

a été plus rapide que prévu en raison de l'accroissement du volume du trafic zambien. Les dernières estimations fournies par les East African Railways and Harbours indiquent que les gains de cette compagnie augmentent régulièrement. D'autres éléments indicateurs, tels que la vente des carburants, l'immatriculation de nouveaux véhicules et le contrôle du volume des marchandises manutentionnées, indiquent une même tendance à la hausse. Voir le tableau 8 ci-dessous :

TABLEAU 8

1961	1962	1963	1964	1965	1966
<u>Tonnage en portée utile (cargaisons sèches) - Dar es-Salaam</u>					
531.000	562.000	513.000	491.000	549.000	721.000
<u>Ventes d'essence à moteur (en milliers de gallons)</u>					
19.373	19.558	19.314	20.195	19.534	21.136
<u>Véhicules automobiles immatriculés</u>					
6.434	7.418	7.690	8.130	7.809	9.595

36. Commerce : à partir d'une base des 442 millions de shillings de 1960/62, on avait prévu un accroissement d'environ 8 pour 100 par an. On s'attendait également que sa contribution au PIB passerait à 884 millions de shillings en 1970. L'expansion réelle du secteur commercial jusqu'en 1966 a été de 7,9 pour 100 par an, ce qui constitue un taux d'expansion favorable et proche des prévisions. Ce taux d'expansion peut s'expliquer en partie par la croissance rapide depuis 1964 de l'économie urbaine et rurale, qui a provoqué un accroissement en volume et en valeur des échanges. Cependant, après la publication de la déclaration d'Arusha en février, et la nationalisation des banques, on a constaté une brusque diminution du volume des transactions commerciales pendant les mois de février, mars et avril. La confiance revint toutefois vers la fin du mois d'avril, mais les livraisons d'outre-mer

sont retardées à cause de la fermeture du canal de Suez. On espère toutefois qu'il s'agit d'un problème temporaire, qui n'affectera pas trop l'expansion du secteur commercial. Il semble que l'objectif de 884 millions de shillings fixé pour le secteur commercial puisse être atteint d'ici 1970.

SECTION IV. PROBLEMES DE MISE EN ŒUVRE

37. Dans la section précédente, on a essayé de comparer les taux d'expansion réels des divers secteurs de l'économie depuis le démarrage du Plan aux taux d'expansion prévus. Si dans certains secteurs, l'expansion a suivi les prévisions, dans d'autres, le succès a été plus limité. Cependant, les taux de croissance et les volumes de production ne sont pas les seuls critères. Même en l'absence d'un Plan, ce qui est par exemple le cas du Mexique, il est possible d'avoir des taux de croissance élevés dans certains secteurs-clés de l'économie. De même, il existe des pays comme les Philippines, qui élaborent des plans théoriquement excellents mais font peu pour les mettre en oeuvre. Néanmoins, cette carence n'a pas empêché leurs économies de connaître des taux de croissance modestes. C'est un point à souligner car la croissance n'exige pas forcément un plan. C'est pourquoi, pour connaître le degré de réussite, il convient d'examiner la mesure dans laquelle le plan a été mis en oeuvre et quels moyens ont servi à atteindre les objectifs. C'est la seule façon de déceler les goulets d'étranglement qui peuvent avoir freiné un déroulement harmonieux du plan. Etant donné qu'une économie peut progresser en l'absence de plan, un retard, causé par de nombreux obstacles dans l'application d'un plan ne signifie pas forcément que les résultats obtenus ne correspondront pas aux objectifs prévus. C'est pourquoi, nous étudierons dans cette section IV la mesure dans laquelle le secteur public a pu mettre en oeuvre des programmes d'investissements, ainsi que les problèmes qu'il a rencontrés à cet égard. Je souhaite que cette étude fournisse des indications utiles sur le succès (ou l'échec) de notre Plan quinquennal.

38. Investissements du secteur public

Les investissements prévus et réels du secteur public au cours des cinq années couvertes par le Plan sont indiqués au tableau 9.

TABLÉAU 9

Investissements publics, prévus et réels

(en milliers de livres sterling)

	Prévus	Réels	Réels, en pourcentage des investissements prévus
1964/65	14.902	10.193	68,4
1965/66	16.885	11.500	68,1
1966/67	19.767	-	-
1967/68	23.954	-	-
1968/69	26.492	-	-

39. On peut voir que les dépenses réelles d'investissements au cours des deux premières années du Plan sont inférieures d'environ 32 pour 100 aux objectifs. Au cours de la première moitié de l'exercice 1966/67, (juillet à décembre 1966) le chiffre a été de 4.503.705 livres sterling, soit moins de la moitié du total prévu pour l'année entière. Cette différence par rapport aux prévisions est attribuable à plusieurs raisons.

40. Démarrage tardif : le Plan quinquennal a été élaboré à la hâte et l'on a disposé de peu de temps avant l'exécution, pour mettre au point les projets en détail. Faute d'avoir préparé à l'avance au moins les projets à appliquer pendant la première année du Plan, on a retardé le début de la mise en oeuvre.

41. Les six premiers mois ont été consacrés à élaborer les projets dont la mise en oeuvre était prévue pour la première année. C'est pourquoi, après six mois, on n'avait dépensé que 1,3 million de livres au lieu

des 7,5 millions de livres environ prévus pour cette période. En fait, depuis le lancement du Plan, on n'a pas fait assez pour préparer à l'avance le détail des projets, de sorte que planification et préparation ont été parallèles à la mise en oeuvre. Il faut blâmer, en partie, le manque de personnel technique et spécialisé nécessaires pour ces études détaillées. En effet, les agents chargés directement de la supervision et de l'application des projets pour une année donnée sont ceux auxquels on demande aussi de préparer les projets à exécuter l'année suivante.

42. La gravité de ce problème a incité le Gouvernement à envisager la création d'un "Centre d'études de rentabilité des projets" et à faire le nécessaire pour que ce Centre fonctionne aussi rapidement que possible. Son personnel composé de techniciens et de spécialistes, aidera les ministères à élaborer leurs projets respectifs.

43. Elément local des coûts

Le faible taux d'investissement du secteur public est dû aussi au problème particulièrement aigu, lors de la première année d'application du Plan, posé par l'élément local des coûts.

44. La plus grande partie de l'aide étrangère obtenue, portait principalement sur les importations nécessaires à l'application de nos programmes de développement, et rares ont été les pays donateurs disposés à prendre en charge l'élément local du coût des programmes qu'ils avaient accepté de financer. Vu les ressources financières locales très limitées, il a fallu attendre pour utiliser la plus grande partie de l'aide étrangère négociée, le succès des efforts entrepris pour réunir la contrepartie locale.

45. Ces efforts ont été facilités par les mesures énergiques de l'Etat - mesures fiscales et lutte contre le gonflement rapide du budget renouvelable - pour recueillir les fonds supplémentaires nécessaires au développement. Une contribution au développement de 5 pour 100, imposée sur tous les revenus, l'application d'un barème progressif de l'impôt,

le tirage d'une loterie nationale, dont les recettes ont été versées au fond pour le développement, ont permis au ministère des finances de réunir sur le plan local un montant appréciable pour assurer la contrepartie de l'assistance extérieure.

46. Cette situation favorable semble cependant devoir être de courte durée, car si grâce aux efforts entrepris, on réussit à accroître la capacité financière de l'Etat, on utilisera nécessairement une plus grande partie de l'assistance étrangère et, par conséquent, il faudra disposer de fonds locaux toujours plus importants. La matière imposable du pays est limitée et le Gouvernement ne peut taxer avec sécurité que dans une limite raisonnable. Le problème des éléments locaux du coût ne sera résolu que si les donateurs acceptent d'en prendre certains à leurs charges pour les projets qu'ils ont acceptés de financer. On ne peut cependant y compter et il est essentiel que ceux qui négocient l'octroi d'une assistance étrangère précisent bien que cette aide risque de ne pas être utilisée, faute de fonds de contrepartie locaux. Quelques pays, peu nombreux, ont fait preuve de générosité à cet égard. Il serait peut-être bon de mieux faire connaître ces besoins à l'extérieur.

47. Pénurie de main-d'oeuvre

Le principal goulet d'étranglement à la mise en oeuvre des programmes de développement ministériels est sans doute la pénurie aiguë de main-d'oeuvre spécialisée et technique nécessaire. Cette pénurie, nous l'avons déjà signalé, a empêché les ministères de préparer à l'avance leurs programmes, ce qui a restreint l'ampleur de la mise en oeuvre. Elle est due en grande partie à l'échec de notre programme de recrutement outre-mer. Ainsi pour 1966, 226 postes à pourvoir par un recrutement à l'étranger, étaient approuvés. De nouveaux besoins ont exigé la création de 287 autres postes dans le courant de l'année, portant le total à 513. Or, seuls 213 experts ont pu être recrutés, et à la fin de l'année, 300 postes restaient vacants. Le recrutement outre-mer exige un certain temps et en l'absence d'un centre de

recrutement installé à l'étranger, les contrats sont très difficiles à établir. Un autre problème vient de ce que les expatriés restent deux ou trois ans seulement et qu'à l'expiration de leur contrat la pénurie se fait de nouveau ressentir.

48. Le Gouvernement tente de s'attaquer au problème sur deux fronts. Tout d'abord, il a créé un centre de recrutement à Stockholm, pour établir plus rapidement les contrats des personnes recrutées à l'étranger. Ensuite, il élabore un programme de formation poussée du personnel local, afin que chaque expert étranger puisse avoir un homologue local qui travaille avec lui et soit, en principe, capable de le remplacer et d'assumer ses responsabilités à l'expiration du contrat. On ne pourra devenir moins tributaire des techniciens étrangers que si l'on dispose d'un personnel local qui puisse exercer les mêmes fonctions, et c'est grâce à la formation pratique en cours d'emploi que les travailleurs locaux pourront être formés aux techniques requises.

49. La Tanzanie vise à pouvoir satisfaire tous ses besoins en personnel en 1980 et tous les programmes de formation nationaux ont été conçus de manière à garantir que cet objectif sera atteint. Cependant, l'on sait qu'il ne suffit pas de former x professeurs, y médecins, z agronomes, etc...; ce qu'il faut surtout c'est disposer d'un nombre suffisant de techniciens et de spécialistes capables de remplir efficacement (et j'insiste sur ce terme) les fonctions des expatriés rentrés dans leur pays.

50. Problèmes de mise en oeuvre à l'échelon régional

Bien que le Plan quinquennal ait été décomposé par régions, les projets régionaux n'ont pas été établis à cet échelon. Pour dresser les plans régionaux, on a simplement assemblé les divers programmes ministériels à mettre en oeuvre dans telle région particulière au cours des cinq années en faisant une évaluation provisoire des investissements possibles et des objectifs de rendement par branche d'activité pour chacune des régions. On prévoyait que, pour atteindre ces objectifs d'investissement et de production, les administrations

locales et le secteur privé de chaque région établiraient et mettraient en oeuvre leurs propres projets de développement, qui complèteraient les programmes d'investissements de l'Etat dans chaque région.

51. A l'origine, on avait décidé que les agents du ministère des affaires économiques et de la planification du développement responsables des plans régionaux, seraient affectés sur place pour aider les divers comités régionaux de développement à établir leurs projets. Il a été très difficile de recruter ces agents en raison de la pénurie de spécialistes disposant des compétences requises. C'est pourquoi, la Tanzanie a demandé à l'ONU de lui envoyer une équipe d'experts qui l'aiderait à établir des plans régionaux. Trois experts ont déjà commencé leurs travaux et l'on en attend trois autres prochainement. Le Gouvernement a complété les services de l'équipe des Nations Unies en créant un nouveau ministère du développement rural, qui est chargé de faciliter le développement rural en donnant des conseils aux groupes ruraux sur la façon d'établir et d'appliquer leurs programmes de développement.

52. Récemment, le Gouvernement a autorisé la création d'un Fonds national de développement qui desservira les 17 régions du pays. Ce Fonds aidera les administrations régionales à financer les petits programmes d'intérêt régional. On souhaite associer ainsi d'avantage, la population des localités aux efforts de développement déployés à l'échelle de la nation.

53. Avancement des divers projets

Les progrès sont, en général, insuffisants, l'expérience étant nouvelle et nos techniques d'évaluation n'étant pas très au point. Telle était la situation à la fin du mois de juin 1967. En juillet 1967, une nouvelle technique d'évaluation fondée sur le système malaisien, a été appliquée. Elle consiste à établir deux types de diagrammes. Le diagramme A sert de contrôle et il est établi au début de chaque exercice financier. On projette sur ce diagramme les diverses étapes prévues du projet ainsi que les montants des dépenses

impliquées. Des exemplaires du graphique A sont distribués pour chacun des projets aux responsables de la mise en oeuvre, au ministère intéressé et au ministère des affaires économiques et de la planification du développement. Le diagramme B indique le déroulement réel du projet. A la fin de chaque trimestre, les responsables inscrivent les réalisations, indiquent l'état actuel des travaux, le montant des dépenses ainsi que les difficultés susceptibles de freiner la mise en oeuvre. Ce diagramme B est envoyé aux ministères intéressés ainsi qu'au ministère des affaires économiques et de la planification du développement. Dès réception, les réalisations sont comparées aux prévisions inscrites sur le graphique A, et l'on peut alors, à ce stade, prendre les mesures correctives nécessaires. Cependant, lorsque des problèmes surgissent avant que l'évaluation ne soit faite, les responsables en font immédiatement part aux autorités compétentes, dont on attend qu'elles trouvent des solutions sans délai.

PLAN QUINQUENNAL DE DEVELOPPEMENT - TABLEAU DE BORD A - 1967/68

[illegible]

PLAN QUINQUENNAL DE DEVELOPPEMENT - TABLEAU DE BORD B

POUR LE TRIMESTRE SE TERMINANT LE ...

[illegible]

54. L'avenir

La politique générale du Plan a radicalement changé au milieu de la période, quand le Gouvernement a adopté la Déclaration d'Arusha. La déclaration d'Arusha insiste pour que le "Gouvernement élabore des plans de développement que le pays puisse exécuter par lui-même et ne compte pas sur des dons et des prêts étrangers, ainsi que cela a été le cas pour l'actuel plan quinquennal de développement". Selon la déclaration, le Plan actuel devrait être amendé dans le sens d'une politique d'autonomie.

55. Le fait d'accorder désormais plus d'importance à l'effort national qu'à l'assistance étrangère, aura sur le Plan deux effets majeurs. Tout d'abord, il faudra développer plus vite et plus énergiquement le secteur agricole, principale source de devises étrangères, de manière à pouvoir se procurer les fonds nécessaires à l'expansion du secteur industriel. Bien entendu, politique d'autonomie ne veut pas dire qu'il ne faille pas rechercher une aide extérieure pour exécuter les programmes nationaux de développement. Mais il faut la rechercher non pour compléter et non pour remplacer les efforts intérieurs. En d'autres termes, la base du développement futur sera le travail national; le succès ou l'échec des plans de développement seront déterminés non par la possibilité pour le pays, de se procurer une assistance étrangère mais par l'importance des efforts de la nation.

56. Le deuxième effet du changement de politique est qu'il faudra réviser soigneusement le Plan pour y inscrire des projets à même de faciliter l'autonomie; il pourra en résulter, dans certains secteurs de l'économie, des taux d'expansion inférieurs aux prévisions initiales.

57. Un autre élément influera probablement sur les projections du Plan - le taux d'accroissement démographique. Il était prévu un taux d'accroissement démographique de l'ordre de 2,2 pour 100 par an, l'objectif étant de doubler en 1980, le revenu par habitant (soit 902 shillings par habitant). Les premières estimations tirées du recensement de 1967 indiquent que l'on avait en fait, sous-estimé ce taux. Une estimation provisoire

TABLEAU 10
Projections provisoires de la population et du revenu
par habitant

Année	Population (millions)	PIB (millions de shillings)	PIB par habitant (shillings)
1967 ^{a/}	12,30	5.782	470
1968	12,62	6.129	486
1969	12,95	6.497	502
1968/69	12,78	6.313	494
1970	13,30		
1971	13,66		
1972	14,03		
1973	14,41		
1974	14,80		
1973/74	14,60	(a) 8.528	584
		(b) 8.650	592
		(c) 8.854	606
1975	15,21		
1976	15,64		
1977	16,08		
1978	16,53		
1979	16,99		
1978/79	16,76	(a) 10.714	639
		(b) 11.022	658
		(c) 11.548	689

TABLEAU 10 (suite)

Année	Population (millions)	PIB (millions de shillings)	PIB par habitant (shillings)
1980	17,47	12.722 ^{b/}	728

a/ Première estimation tirée du recensement de 1967	1966/69	Taux de croissance	2,6%
	1969/74	" "	2,7%
	1974/81	" "	2,8%
	(a) PIB	" "	6,2%
	(b) "	" "	6,5%
	(c) "	" "	7,0%

b/ Les projections du PIB publiées dans le premier plan, ont été faites compte-tenu de l'objectif de doubler le revenu par habitant en 1980 (soit 902 shillings). vu les nouvelles projections démographiques, il se peut que l'on ne puisse atteindre cet objectif qu'avec un taux de croissance du PIB de 8,6 pour 100 (taux composé).

de l'importance de la population, fondée sur les résultats (non encore publiés) de ce recensement, montre qu'en 1980 il y aura 17,47 millions d'habitants contre 14,1 millions, chiffre prévu dans le Plan (voir tableau 10). Par conséquent, pour que le revenu par habitant soit doublé en 1980, (902 shillings), il faudra sans doute un taux de croissance du PIB de l'ordre de 8,6 pour 100 (taux composé et non de 6,7 pour 100 par an.

58. Comme on l'a déjà dit, l'expansion de la Tanzanie devra, à l'avenir, être réalisée dans le sens de la déclaration d'Arusha, qui reste bien entendu, un énoncé de principes dans le cadre desquels, il faut élaborer les programmes. En raison de l'importance accordée dans cette déclaration au développement rural, le Gouvernement a créé des organismes de type coopératif, seul moyen efficace de réaliser un progrès dans les campagnes.

59. Jusqu'ici, les coopératives ont surtout servi à la commercialisation. Le Gouvernement vient de décider qu'à l'avenir, elles devront s'occuper aussi de planification et de mise en oeuvre des plans. Elles seront orientées vers la production. Chaque village devra posséder sa coopérative polyvalente et chaque famille devra en être membre. Chaque coopérative devrait établir un plan de production fondé sur l'examen des ressources disponibles, des améliorations possibles, de l'ampleur des efforts requis ainsi que des besoins du point de vue des facteurs de production et des crédits. Le Gouvernement, pour sa part, devra fournir le nécessaire (engrais, insecticides, etc..) et consentira aux coopératives, qui les distribueront à leurs membres, des crédits pour l'application des plans de production approuvés.

60. La place privilégiée du développement rural exige que chaque village (ou groupe de villages, selon les possibilités d'organisation dans les différentes régions du pays) aient un programme quinquennal de développement intégré, à l'échelon du district et de la région. Ces programmes seront établis puis reliés entre eux, compte tenu des priorités nationales et de l'objectif visé -- autonomie de la nation pour les produits alimentaires. Les ressources nécessaires à la réalisation des programmes seront décomposées en ressources à mobiliser sur le plan local et contribution du Gouvernement; il faudra appliquer dans chaque cas un critère pour faire correspondre la contribution du Gouvernement à l'intensité des efforts locaux.

61. Le fait d'appliquer les principes d'autonomie et de coopération, et la nature même des programmes qu'exige un développement global, ont des répercussions sur la formulation et la mise en oeuvre des plans. Premièrement, si l'on veut que le développement amène une élévation des revenus et crée des excédents, il faut insister sur les programmes de production des villages (ainsi que nous l'avons dit ci-dessus). Le plan général de développement rural sera ordonné autour de ces programmes. En fait, si les programmes ne reçoivent pas une priorité suffisante, on risque de voir l'effort enthousiaste déployé pour le développement

rural tendre à diriger une plus grande proportion des ressources vers l'infrastructure économique et sociale. Or, aux stades préliminaires du développement, l'infrastructure économique et sociale doit être créée en fonction des possibilités de production. On ne pourra maintenir un équilibre entre l'infrastructure économique et sociale d'une part, et les investissements directement productifs d'autre part, que si, au moment de la planification on accorde la première place aux programmes de production.

62. Deuxièmement, les planificateurs doivent penser à la mise en oeuvre des programmes et des plans. Ils doivent, par exemple, concevoir les programmes de production des villages de manière que ces programmes soient réalisés grâce à la coopération active qu'exercera la population par l'intermédiaire du Comité villageois de développement des coopératives polyvalentes. Plus l'écart est grand entre la planification et la mise en oeuvre, moins on aura de chances d'atteindre les objectifs établis (dualisme théorie-pratique).

63. Le Gouvernement a aussi jugé essentiel pour atteindre à l'autonomie, une participation accrue du secteur public au développement industriel du pays. Dans de nombreux ouvrages sur la croissance économique, on relève un vocabulaire emprunté à l'aéronautique pour décrire les étapes du développement, le "décollage" étant considéré comme l'étape cruciale. Il est souvent recommandé, à ce stade, de faire appel à des capitaux étrangers, comme étant le moyen le plus rapide de faire un décollage accéléré. C'est vrai, mais, il est vrai aussi qu'un pays dont la croissance industrielle est entièrement tributaire d'investissements étrangers ne contrôle pas vraiment son destin. Le "décollage" sera réussi, mais pour continuer la métaphore, l'économie sera semblable à un avion sans pilote, dont le parcours et le vol sont télécommandés. On pourrait alors parler d'économie "volant sans pilote". Les investisseurs étrangers qui la contrôleraient de loin pourraient la diriger à leur gré.

64. Le Gouvernement de la Tanzanie estime que le secteur public a un rôle important à jouer dans le développement économique en participant

directement aux entreprises industrielles, comme l'a fait le Japon dans les premiers stades de son développement. Le Gouvernement peut lancer des entreprises modèles et s'associer au secteur privé dans des entreprises mixtes. En fait, les investissements privés, locaux ou étrangers, auront un rôle important à jouer dans le développement économique du pays, et le Gouvernement a encouragé ces investissements privés en définissant clairement les secteurs où ils seraient les bienvenus et en offrant des garanties de sécurité. Mais, étant donné son rôle de premier plan dans l'industrialisation, le Gouvernement sera certain que le destin économique du pays sera contrôlé par l'Etat et le peuple tanzaniens.

ANNEXE

DECLARATION D'ARUSHA ET POLITIQUE DU TANU^{1/}

(SOCIALISME ET AUTARCIE)

PREMIERE PARTIE

Les principes du Tanu

LA POLITIQUE DU TANU VISE A EDIFIER UN ETAT SOCIALISTE. LES PRINCIPES DU SOCIALISME SONT EXPOSES COMME SUIVANT DANS LES STATUTS DE L'UNION :
CONSIDERANT QUE :

- a) Tous les êtres humains sont égaux;
- b) Chacun a droit à la dignité et au respect;
- c) Tout citoyen fait partie intégrante de la Nation et a le même droit que les autres citoyens de **participer** au Gouvernement, aux échelons local, régional et national;
- d) Tout citoyen a la liberté de parole, d'action, de culte et d'association dans le cadre de la loi;
- e) Tout individu a droit à la protection de la société pour sa vie et les biens qu'il possède conformément à la loi;
- f) Tout individu a droit à une juste rémunération de son travail;
- g) Tous les citoyens ont en dépôt, pour les générations futures, l'ensemble des ressources naturelles du pays.
- h) L'Etat, pour assurer l'égalité économique, doit disposer d'un contrôle efficace sur les principaux moyens de production;
- i) Il appartient à l'Etat d'intervenir dans la vie économique de la Nation, de manière à garantir le bien-être de tous les citoyens et à prévenir l'exploitation d'une personne par une autre ou d'un groupe par un autre, ainsi que l'accumulation des richesses dans une mesure qui serait contraire à l'existence d'une société sans classes.

^{1/} TANU : Tanzanian African National Union.

LE TANU VISE les principaux objectifs et buts suivants :

- a) Consolider et préserver l'indépendance de ce pays et la liberté de son peuple;
- b) Sauvegarder la dignité inhérente de l'individu, conformément à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme;
- c) Veiller à ce que le pays soit gouverné par un gouvernement démocratique, socialiste et populaire;
- d) Collaborer avec tous les partis politiques africains qui travaillent à la libération de l'ensemble de l'Afrique;
- e) Veiller à ce que le gouvernement mobilise toutes les ressources du pays pour supprimer la pauvreté, l'ignorance et la maladie;
- f) Veiller à ce que le gouvernement aide activement à la formation et au maintien d'organisations de type coopératif;
- g) Veiller à ce que, chaque fois que possible, le gouvernement participe lui-même directement au développement économique de ce pays;
- h) Veiller à ce que le gouvernement offre à tous hommes et femmes des chances égales, sans distinction de race, de religion ou de situation;
- i) Veiller à ce que le gouvernement supprime tous les types d'exploitation d'intimidation, de discrimination, de concussion et de corruption;
- j) Veiller à ce que le gouvernement exerce un contrôle efficace sur les principaux moyens de production et pratique des politiques propres à promouvoir la propriété collective des ressources de ce pays;
- k) Veiller à ce que le gouvernement collabore avec les autres Etats d'Afrique en vue d'assurer l'unité africaine;
- l) Veiller à ce que le gouvernement travaille sans relâche à l'établissement de la paix et de la sécurité dans le monde, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

DEUXIEME PARTIE

La politique socialiste

a) Suppression de l'exploitation

Un véritable Etat socialiste est un Etat dont tous les membres sont des travailleurs et où n'existent ni le capitalisme ni le féodalisme. Dans un tel Etat, la population n'est pas divisée en deux classes : une classe inférieure, constituée par ceux qui travaillent pour vivre, et une classe supérieure, constituée par ceux qui vivent du travail des autres. Dans un véritable Etat socialiste, personne n'exploite d'autres individus mais tous ceux qui peuvent travailler, le font et reçoivent une rémunération raisonnable pour leur travail; il n'y a pas d'écart sensible entre les revenus tirés du travail.

Dans un véritable Etat socialiste, seules les catégories de personnes ci-après sont autorisées à vivre du travail des autres : les enfants, les personnes âgées, les infirmes et ceux auxquels l'Etat n'a pu provisoirement trouver un emploi.

La Tanzanie est un pays d'agriculteurs et de travailleurs mais ce n'est pas encore un pays socialiste. Le capitalisme et le féodalisme y règnent encore, ainsi que les tentations qui en découlent; ils risquent de s'étendre et de s'incruster.

b) Les principaux moyens de production doivent être placés sous le contrôle des agriculteurs et travailleurs;

La meilleure façon d'édifier et de maintenir le socialisme est de veiller à ce que les principaux moyens de production appartiennent aux agriculteurs et aux travailleurs et se trouvent placés sous leur contrôle par l'intermédiaire du Gouvernement et de leurs coopératives. Il faut également s'assurer que le parti au pouvoir est un parti de paysans et de travailleurs.

Les principaux moyens de production sont : la terre, les forêts, les ressources minérales, l'eau, le pétrole et l'électricité, les communications, les transports, les banques, les compagnies d'assurance,

le commerce d'importation et d'exportation, le commerce de gros, l'acier, les machines-outils, les armements, les véhicules automobiles, le ciment et les usines d'engrais, l'industrie textile, et toutes les grandes industries qui font vivre une large fraction de la population ou bien les usines fabriquant des éléments essentiels à d'autres industries, les grandes plantations et en particulier celles qui produisent des matières premières d'importance primordiale.

Certains de ces instruments de production se trouvent déjà sous le contrôle du Gouvernement populaire et appartiennent au peuple tanzanien.

c) Démocratie

Un Etat ne peut se dire socialiste du simple fait que la majorité ou la totalité des moyens de production appartiennent au gouvernement et sont placés sous son contrôle. Il faut encore que ce gouvernement soit élu et dirigé par des paysans et des travailleurs. En effet, si les gouvernements racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud devaient placer les principaux moyens de production de leur pays sous leur contrôle et leur direction, il en résulterait un régime d'exploitation mais non pas le socialisme. Il ne peut y avoir de socialisme véritable sans démocratie.

d) Le socialisme est un idéal

Il ne peut être appliqué que par ceux qui croient fermement en ses principes et sont prêts à les appliquer. Les véritables membres du TANU sont des socialistes qui pratiquent ce mode de vie tant sur le plan politique que sur le plan économique et luttent pour la sauvegarde du droit des paysans et des travailleurs en Afrique et dans le reste du monde. Le premier devoir d'un membre du TANU - et surtout d'un dirigeant du TANU - est de vivre conformément à ces principes dans la vie quotidienne. En particulier, un dirigeant du TANU ne devrait jamais vivre du travail des autres et il ne devrait pas avoir de tendances capitalistes ou féodales.

C'est en grande partie de la Direction du parti qu'il dépendra ou non d'atteindre ces objectifs socialistes car, nous l'avons déjà dit, le socialisme est un idéal et les dirigeants ne peuvent le mettre en pratique s'ils n'y croient pas fermement eux-mêmes.

TROISIEME PARTIE

La politique d'autarcie

Nous sommes en guerre

Le TANU a déclaré la guerre à la pauvreté et à l'oppression dans notre pays. Ce combat vise à permettre au peuple de la Tanzanie (et aux peuples africains dans leur ensemble) de passer de la pauvreté à la prospérité.

Nous avons été grandement opprimés, terriblement exploités et beaucoup méprisés. C'est notre faiblesse qui a permis cette oppression, cette exploitation et ce mépris. Nous voulons maintenant faire une révolution qui nous permette de nous mettre définitivement à l'abri de tels fléaux.

L'homme pauvre ne se sert pas de l'argent comme d'une arme

Mais il est évident que dans le passé nous avons choisi pour notre combat une arme qui ne convenait pas, puisque nous avons choisi l'argent. Nous tentons de surmonter notre faiblesse économique en nous servant des armes des économiquement forts - armes qu'en fait nous ne possédons pas. Nos pensées, nos actes et nos paroles semblent montrer que nous sommes convaincus que l'argent est indispensable pour mener la révolution souhaitée. Tout se passe comme si nous avions dit : "l'argent est le fondement du développement; sans argent il ne saurait y avoir de développement".

Telle est notre conviction actuelle. Les dirigeants du TANU, les hauts fonctionnaires insistent tous beaucoup sur le fait que nous dépendons grandement de l'argent. Les dirigeants du peuple et le peuple lui-même, les membres du TANU, du NUTA, du parlement de l'UWT des coopératives, du TAPA et autres organisations nationales, pensent, espèrent et prient en termes d'argent. Tout se passe comme si nous étions convenus de nous exprimer comme un seul homme en disant : "Si nous parvenons à nous procurer de l'argent, nous nous développerons, mais sans argent nous n'y arriverons point".

En bref, notre plan quinquennal de développement vise à obtenir plus de produits alimentaires, un meilleur enseignement, une meilleure santé; mais l'arme que nous avons choisie c'est l'argent. C'est comme si nous avions dit : "au cours des cinq prochaines années, nous voulons avoir davantage de produits alimentaires, de centres d'enseignement et de services sanitaires, et pour y parvenir, nous allons dépenser 250 millions de livres sterling". Nos pensées et nos paroles tendent à inférer que la chose la plus importante du monde, c'est l'argent, et que tout autre moyen de combat est secondaire.

Lorsqu'un membre du parlement déclare qu'il y a une pénurie d'eau dans sa circonscription et qu'il prie le gouvernement de lui expliquer comment il entend résoudre ce problème, il s'attend que le gouvernement réponde qu'il se prépare à porter remède à cette pénurie d'eau dans sa circonscription AVEC DE L'ARGENT.

Lorsqu'un autre demande ce que le Gouvernement a fait pour remédier au manque de routes, d'écoles ou d'hôpitaux dans sa circonscription, lui aussi pense que le gouvernement va lui répondre qu'il a établi des plans précis pour construire des routes, des écoles et des hôpitaux dans sa circonscription, avec DE L'ARGENT.

Lorsqu'un fonctionnaire du NUTA interroge le Gouvernement sur ses programmes de lutte contre les bas salaires et l'insuffisance des logements des travailleurs, il s'attend également que le gouvernement promette une hausse des salaires minima et la construction de logements meilleurs, grâce à L'ARGENT.

Lorsqu'un fonctionnaire de TAPA prie le gouvernement de lui dire quels plans il a établis pour aider les nombreuses écoles du TAPA qui ne reçoivent pas encore d'aide gouvernementale, il espère, dès le lendemain, une AIDE FINANCIERE de l'Etat.

Lorsqu'un fonctionnaire du mouvement coopératif évoque tel ou tel problème que les agriculteurs ont à affronter, il pense que le Gouvernement va résoudre les problèmes des agriculteurs avec DE L'ARGENT. En résumé, tout le monde pense que la solution à tous les problèmes de la ration, c'est L'ARGENT.

Tous les ans, chaque ministère fait des estimations des dépenses prévues, c'est-à-dire du montant dont il aura besoin au cours de l'année suivante pour régler les dépenses renouvelables et les dépenses afférentes au développement : un seul ministère (et un seul ministre) s'occupe d'estimer les revenus. Il s'agit du ministère des Finances. Tous les ministères présentent d'excellents plans de développement. Lorsqu'un ministère soumet ses estimations, il pense que l'argent est disponible et que le Ministre et le ministère des finances font de l'obstruction. Chaque année, le Ministre des finances doit dire à ces collègues qu'il n'a pas d'argent, et chaque année, les autres ministères se plaignent du Ministère des finances qui rogne sur leurs prévisions de dépenses.

De même, lorsque les membres du parlement et autres dirigeants prient le Gouvernement d'entreprendre tels programmes de développement, ils pensent que l'Etat dispose de sommes très importantes pour de tels programmes mais qu'il ne veut pas les dépenser et freine le développement. Pourtant, l'opinion des ministères, du Parlement et des dirigeants du parti ne change rien à la stricte vérité : le Gouvernement n'a pas d'argent.

Qu'entend-on exactement par là? C'est que le peuple de la Tanzanie n'a pas suffisamment d'argent. La population paie ses impôts sur les avoirs très limités dont elle dispose; or, c'est par les rentrées fiscales que le Gouvernement doit faire face aux dépenses renouvelables et aux dépenses de développement. Lorsque nous demandons au gouvernement de consacrer davantage aux projets de développement, nous lui demandons en fait de dépenser davantage. Et les ressources financières étant limitées, la seule façon dont il pourrait s'en procurer serait d'augmenter ses recettes en augmentant les impôts.

Inviter le Gouvernement à dépenser davantage revient en fait, à lui demander d'augmenter les impôts; l'inviter à dépenser davantage sans augmenter les impôts équivaut à lui demander d'accomplir un miracle. Car comment réclamer plus de lait d'une vache, si on ne veut pas qu'elle

soit traite à nouveau? Mais notre refus d'admettre cette évidence, indique que nous comprenons pleinement les difficultés que représente un accroissement des impôts. Nous comprenons bien que la vache n'a plus de lait, c'est-à-dire qu'il est difficile à la population de payer davantage d'impôts. Nous savons bien que la vache elle-même voudrait avoir plus de lait afin que ses veaux puissent le boire ou qu'elle puisse le vendre afin de se donner à elle et à sa progéniture, plus de confort. Mais le fait de savoir tout ce que l'on pourrait faire si la vache avait plus de lait, ne change rien au fait qu'elle n'en a plus.

Et l'aide extérieure?

L'un des moyens employés pour échapper à la nécessité d'augmenter les impôts à des fins de développement, est de recourir à une assistance financière extérieure, elle peut se présenter sous trois formes :

- a) Les dons : somme offerte par un gouvernement au Gouvernement tanzanien pour un programme de développement précis; il peut s'agir aussi d'un don d'argent d'une institution étrangère à notre gouvernement ou à une institution tanzanienne pour tel ou tel programme de développement.
- b) Prêts : la plus grande partie de l'aide financière que nous espérons obtenir de l'extérieur n'est pas reçue sous forme de dons ou de charité, mais de prêts. Un gouvernement étranger ou une institution étrangère, comme par exemple une banque, prête de l'argent au Gouvernement tanzanien aux fins du développement. Un tel prêt est toujours assorti de conditions de remboursement dans un certain délai et avec un intérêt.
- c) Investissements : la troisième sorte d'aide financière que nous puissions recevoir est également plus importante que la première. Elle prend la forme d'investissements effectués dans notre pays par des personnes ou des sociétés étrangères. Les investissements ne sont intéressés que si l'entreprise dans laquelle ils placent leurs fonds, leur rapportent des bénéfices et que si notre Gouvernement leur permet de rapatrier ces bénéfices. Ils préfèrent aussi investir dans un pays dont ils approuvent la politique et où leurs intérêts économiques seront sauvegardés.

Telles sont donc les trois principales catégories de sources extérieures de financement. On a beaucoup parlé de ce problème. Notre Gouvernement, nos dirigeants et la population, pensent continuellement aux moyens de se procurer de l'argent à l'étranger. Et lorsque cet argent nous est donné ou promis, la presse, la radio et nos dirigeants annoncent la nouvelle, de sorte que chacun puisse savoir que nous avons enfin trouvé le salut ou bien qu'il est tout proche. Lorsque nous recevons un don, nous l'annonçons publiquement; lorsque nous recevons un prêt ou lorsqu'une industrie nouvelle est créée, nous l'annonçons également. De même, lorsqu'on nous promet un don, un prêt ou un investissement dans une nouvelle industrie, nous rendons la nouvelle publique; et même d'ailleurs quand nous avons tout simplement entamé des discussions avec un gouvernement ou une institution de l'étranger ou sollicité un don, un prêt ou des investissements dans une nouvelle industrie, alors que nous ignorons encore si ces discussions porteront leurs fruits. Pourquoi agissons-nous ainsi? Parce que nous voulons que la population sache que nous avons entamé des discussions susceptibles d'amener la prospérité dans le pays.

CESSONS DE DEPENDRE DE L'ARGENT POUR NOTRE DEVELOPPEMENT.

Il est sot, de faire de l'argent le principal instrument de développement alors que nous savons fort bien que notre pays est pauvre. Il est peut-être plus sot encore d'imaginer que nous pourrions vaincre la pauvreté grâce à l'assistance financière étrangère et non grâce à nos propres ressources financières, et cela pour deux raisons :

Premièrement, nous n'obtiendrons pas l'argent nécessaire. Il est vrai qu'il existe des pays qui pourraient ou voudraient nous aider. Mais il n'existe aucun pays au monde qui soit prêt à consentir des dons ou des prêts, ou à créer des industries, dans la mesure qui nous permettrait d'atteindre tous nos objectifs de développement. En effet, nombreux sont, dans le monde, les pays qui ont des besoins analogues aux nôtres. Et même si toutes les nations prospères étaient désireuses d'aider les pays défavorisés, leur assistance ne serait pas suffisante.

D'ailleurs les pays prospères ne sont aucunement disposés à donner tout ce qu'ils pourraient, et même dans ces pays, les riches ne donnent pas volontiers au gouvernement pour soulager la misère.

On ne peut tirer de l'argent des riches que par l'impôt et souvent, les recettes fiscales ne suffisent pas. Aussi lourde soit la charge fiscale que nous imposons aux citoyens tanzaniens et aux étrangers qui vivent dans le pays, les recettes ne seraient malgré tout pas suffisantes pour faire face aux coûts de nos programmes de développement. Il n'existe pas non plus dans le monde de gouvernement qui puisse taxer les nations riches et prospères afin d'aider les nations pauvres. Et même si un tel gouvernement existait, les sommes ainsi amassées ne suffiraient pas non plus pour accomplir toutes les tâches nécessaires. De toute façon, il n'y a pas de gouvernement mondial. L'argent que les pays riches donnent aux pays pauvres, il le donnent volontairement, soit par bonté, soit en escomptant des bénéfices. Pour toutes ces raisons, il nous est impossible de nous procurer assez d'argent de l'étranger pour financer notre développement.

LES DONS ET LES PRETS MENACENT NOTRE INDEPENDANCE

Deuxièmement, à supposer que nous puissions nous procurer à l'étranger l'argent dont nous avons besoin, est-ce bien là ce que nous voulons réellement? L'indépendance, c'est l'autonomie. Il ne peut pas y avoir de vraie indépendance pour une nation, si son développement dépend des dons et des prêts d'une autre nation. En admettant qu'une nation, ou plusieurs, soient disposées à nous donner tout l'argent dont nous avons besoin pour financer notre développement, ne faudrait-il pas se demander avant d'accepter, comment cette assistance influerait sur notre indépendance et notre existence en tant que nation? Les dons qui suscitent nos efforts ou qui les stimulent sont utiles. Mais ceux qui au contraire, paralysent l'effort national, ne doivent pas être acceptés sans réflexion.

Il en va de même pour les prêts. Il est vrai que les prêts sont préférables aux "sans contrepartie". Un prêt doit nous permettre

d'accroître nos efforts ou de les rendre plus fructueux. On ne l'accorde en effet que si la possibilité de remboursement est prouvée. Autrement dit, l'emprunteur doit prouver qu'il se propose d'utiliser l'argent avec profit et qu'il sera donc en mesure de le rembourser.

Mais les prêts eux-mêmes ont des limites. On doit tenir compte des possibilités de remboursement. Quand le Gouvernement emprunte à d'autres pays, ce sont les tanzaniens qui remboursent. Et comme nous l'avons déjà dit, les tanzaniens sont pauvres. Charger la population d'emprunts trop lourds, qu'elle ne pourrait pas rembourser, n'est pas aider mais accabler. La situation est pire encore lorsque les emprunts à rembourser ont profité non pas à la majorité mais à une petite minorité de la population seulement.

Que dire également des entreprises créées par des investisseurs étrangers? Il est vrai que ces entreprises sont nécessaires. Nous avons même passé une loi protégeant les investissements étrangers dans le pays. Notre objectif est de convaincre les investisseurs étrangers qu'il vaut la peine d'investir en Tanzanie car leurs investissements seront sûrs et rentables et que les bénéfices pourront être rapatriés dans le pays d'origine sans difficulté. Nous pensons par ce moyen nous procurer de l'argent. Mais nous ne nous en procurerons pas assez. Et même si nous arrivions à convaincre les investisseurs étrangers et les sociétés étrangères d'entreprendre tous les projets et programmes de développement économiques requis, est-ce bien là ce que nous souhaitons réellement?

A supposer que nous ayons pu attirer des investisseurs américains et européens et les persuader de faire démarrer toutes les industries et tous les programmes de développement économique dont la Tanzanie a besoin, l'aurions-nous fait sans nous poser de questions? Aurions-nous consenti à laisser l'économie de notre pays entre les mains d'étrangers qui rapatrieraient leurs bénéfices? En admettant même que ces étrangers ne cherchent pas à rapatrier leurs bénéfices, mais décident de les réinvestir en Tanzanie, l'accepterions-nous sans nous demander s'il en résulterait des désavantages pour notre pays? Comment

pouvons-nous construire le socialisme dont nous parlons dans de telles circonstances?

Dans quelle mesure pouvons-nous dépendre de dons, de prêts ou d'investissements de particuliers étrangers ou de sociétés étrangères, sans compromettre notre indépendance? Les Anglais disent "qui paie le violon, choisit la chanson". Comment, si nous dépendons de sociétés et de gouvernements étrangers pour assurer la plus grande partie de notre développement, pouvons-nous ne pas aliéner à ces gouvernements et à ces sociétés une bonne part de notre liberté d'action? C'est très simple, nous ne le pouvons pas.

Rappelons donc ceci : nous avons commis l'erreur de faire de l'argent - alors que nous n'en avons pas - le principal instrument de notre croissance. Nous nous trompons en pensant que nous en trouverons à l'étranger. D'abord, parce qu'à vrai dire, il nous est impossible d'en obtenir assez pour notre développement; ensuite, parce que même si c'était possible, accepter une dépendance si complète vis-à-vis de l'aide étrangère compromettrait notre indépendance ainsi que la poursuite des politiques de notre pays.

NOUS AVONS DONNE TROP D'IMPORTANCE A L'INDUSTRIE

Accorder tant d'importance à l'argent nous a conduit à une autre grave erreur. Nous avons trop insisté sur l'importance des industries; tout comme nous disons : "Sans argent il ne saurait y avoir de développement", nous semblons dire aussi : "Les industries constituent le fondement même du développement et sans industrie il n'y a pas de développement possible". Cela est vrai. Le jour où nous aurons beaucoup d'argent, nous pourrions dire que nous sommes un pays développé. Nous pourrions dire alors : "Lorsque nous avons lancé nos plans de développement, nous n'avions pas assez d'argent et cette situation ne nous permettrait pas de nous développer aussi rapidement que nous le voulions. Aujourd'hui, nous sommes développés et nous avons assez d'argent". Mais cela revient à dire que notre argent aura été le résultat du développement. De même, le jour où nous serons industrialisés, nous pourrions

prétendre être un pays développé. Le développement nous aura permis de créer des industries. La faute que nous commettons est de penser que le développement commence par l'implantation d'industries. C'est une erreur, car nous n'avons pas les moyens de créer un grand nombre d'industries modernes dans notre pays. Nous ne disposons ni des finances nécessaires, ni des connaissances techniques indispensables. Il ne suffit pas de dire que nous emprunterons de l'argent et des techniciens à d'autres pays pour lancer une industrie. La réponse à ce type de problème est celle que nous avons déjà donnée plus tôt : nous ne pouvons pas nous procurer assez d'argent et emprunter suffisamment de techniciens pour lancer toutes les industries dont nous avons besoin. Et même si nous pouvions obtenir l'assistance nécessaire, nous serions tellement "dépendants" que notre politique socialiste en serait entravée. En invitant un groupe de capitalistes à venir créer des industries dans notre pays, nous pourrions nous procurer toutes les industries dont nous avons besoin, mais nous retarderions également l'avènement du socialisme, sauf si nous pensons que le capitalisme est au départ nécessaire pour aboutir au socialisme.

OCCUPONS-NOUS DES PAYSANS

En mettant l'accent sur l'argent et les industries, nous nous sommes concentrés sur le développement urbain. Nous avons admis que nous n'avons pas assez d'argent pour amener dans chaque village le progrès qui profiterait à tous. Nous savons également que nous ne pouvons créer une industrie dans chaque village et, par ce moyen, augmenter les revenus réels de la population. C'est pourquoi, nous consacrons la plus grande partie de nos ressources financières aux zones urbaines et nos industries sont implantées dans les villes.

Cependant, la plus grande partie de l'argent que nous dépensons dans les villes provient de prêts. Qu'on l'utilise pour construire des écoles des hôpitaux, des écoles, des maisons, des usines, etc.. il faut toujours le rembourser. Or, il est évident que l'on ne peut rembourser uniquement avec ce que rapporterait le développement

urbain et l'industrialisation. Nous devons rembourser en devises étrangères que nous tirons des ventes de nos exportations. Mais nous ne vendons pas actuellement nos produits industriels sur les marchés étrangers et en fait, il s'écoulera beaucoup de temps encore avant que nos industries puissent produire pour l'exportation. Nos nouvelles industries doivent d'abord fabriquer des produits de remplacement des importations, c'est-à-dire des biens que nous devons jusqu'ici importer de l'étranger.

Il est évident par conséquent, que les devises étrangères avec lesquelles nous devrons rembourser les emprunts utilisés pour le développement des zones urbaines ne proviendront ni des villes ni des industries. D'où viendra-t-il? Des villages et de l'agriculture. Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que ceux qui bénéficient directement du développement dû aux emprunts ne sont pas ceux qui rembourseront ces emprunts. La plus grande partie des sommes empruntées sera dépensée dans les zones urbaines ou pour les villes, mais la plus grande partie des remboursements sera faite par les agriculteurs.

Il ne faut jamais l'oublier, car il existe diverses formes d'exploitation, et les citadins pourraient profiter abusivement des paysans. Tous nos grands hôpitaux se trouvent dans les villes et ne servent par conséquent qu'à une petite fraction de la population tanzanienne. Cependant, si nous les avons construits grâce à des prêts de l'étranger, c'est la vente outre-mer des produits agricoles récoltés par nos paysans qui nous donnera les devises nécessaires au remboursement. Ceux qui ne bénéficient donc point des services hospitaliers sont donc ceux auxquels incombe la charge de rembourser les emprunts. Les routes goudronnées, elles aussi, existent en bien plus grand nombre dans les villes, où elles sont particulièrement utiles aux automobilistes. Pourtant, si nous avons construit ces routes grâce à des emprunts, c'est encore une fois le paysan qui produit les biens qui permettront de rembourser. De plus, les devises étrangères nécessaires à l'achat d'une voiture proviennent également de la vente à l'étranger des produits agricoles. En outre, ce sont principalement les villes qui bénéficient des avantages apportés

par l'électricité, l'adduction d'eau, les hôtels et tous autres éléments de la vie moderne, dont la plupart de ces éléments n'ont pu être acquis que grâce à des emprunts et qui ne profitent pas directement à l'agriculteur. Ils ont pourtant été réglés en devises étrangères tirées de la vente des produits agricoles, et nous devrions toujours nous en souvenir.

Si, en parlant d'exploitation, nous pensons généralement aux capitalistes, il ne faut pas oublier que la mer compte de nombreux poissons. Ils se mangent les uns les autres; les gros poissons mangent les moins gros, qui eux-mêmes mangent les tous petits. Il existe deux façons de diviser la population de notre pays. Nous pouvons placer d'un côté, les capitalistes et les partisans d'un féodalisme, de l'autre, les agriculteurs et les travailleurs. Nous pouvons aussi diviser le pays en citadins et en ruraux. Si nous n'y mettons bon ordre, il se pourrait que la véritable exploitation en Tanzanie devienne celle des ruraux par les citadins.

LA POPULATION ET L'AGRICULTURE

C'est le peuple et non l'argent qui assure la croissance d'un pays. L'argent et l'opulence qui en découlent sont le résultat et non la condition du développement. Les quatre conditions préliminaires à toute croissance sont tout autres; ce sont : i) le peuple; ii) la terre; iii) politique rationnelle; iv) une bonne gestion. Notre pays a plus de 10 millions d'habitants et couvre une superficie de plus de 940.000 km² environ.

L'AGRICULTURE EST LA BASE DU DEVELOPPEMENT

Une grande partie des terres de la Tanzanie sont fertiles et reçoivent suffisamment de précipitations atmosphériques. Notre pays peut produire diverses récoltes, tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation.

Nous pouvons faire des cultures vivrières, et les exporter si les quantités sont suffisantes - maïs, riz, blé, fèves, arachides, etc..

Nous pouvons également faire des cultures marchandes - sisal, coton, café, tabac, pyrèthre, thé, etc.; nos terres nous permettent aussi d'élever du bétail, des chèvres, des moutons et des volailles, etc.; nous trouvons le poisson en abondance dans nos rivières, nos lacs, et dans la mer. Tous nos agriculteurs se trouvent dans des régions qui pourraient obtenir deux ou trois fois plus des produits agricoles alimentaires ou marchands énumérés ci-dessus, et chaque fermier pourrait accroître sa production de manière à avoir plus de vivres ou plus d'argent. Notre principal objectif étant de nous procurer davantage de produits alimentaires et plus d'argent pour satisfaire nos autres besoins, notre but doit être d'accroître davantage la production agricole. En fait, c'est là le seul moyen grâce auquel nous pourrions développer notre pays. En d'autres termes, ce n'est qu'en accroissant notre production agricole que nous pourrions procurer plus de produits alimentaires et plus d'argent à chaque Tanzanien.

LES CONDITIONS DE LA CROISSANCE

a) Un travail assidu

Tout le monde souhaite le progrès, mais rares sont ceux qui comprennent et acceptent les conditions essentielles pour l'assurer. La première, de travailler beaucoup. Allons dans nos villages parler à la population locale et tâchons de voir s'il n'est pas possible de les faire travailler davantage:

Dans les villes par exemple, le salarié moyen travaille de 7 h $\frac{1}{2}$ à 8 h par jour, 6 jours ou 6 jours et demi par semaine. Cela représente 45 heures de travail environ par semaine, à l'exclusion des deux ou trois semaines de congé annuel. Par conséquent, un travailleur urbain travaille 45 heures par semaine, de 48 à 50 semaines par an.

Dans un pays comme le nôtre, ces horaires sont nettement insuffisants. Dans d'autres pays même plus développés, on travaille plus de 45 heures par semaine. Il n'est pas normal qu'un pays jeune, qui se trouve au tout début de sa croissance, ne travaille pas plus de 45 heures par semaine. Il serait normal, au contraire, de commencer

par de longues semaines de travail, quitte à réduire ces horaires lorsque le pays sera devenu de plus en plus prospère. Mais en commençant par des horaires de travail si courts et en continuant à réclamer des horaires plus réduits encore, nous imitons en fait, les pays plus développés. Et nous aurons peut-être à le regretter. Néanmoins, les salariés travaillent 45 heures par semaine et leurs congés annuels ne dépassent pas 4 semaines.

Il conviendrait de demander à nos agriculteurs, en particulier aux hommes, combien d'heures par semaines et combien de semaines par an ils travaillent. Certains travaillent moitié moins que les salariés urbains. La vérité est que dans les villages ce sont les femmes qui travaillent dur, dans certains cas, de 12 à 14 heures par jour et même les dimanches et les jours fériés. Les femmes qui vivent dans les villages travaillent plus que tous les autres citoyens. Mais les villageois (ainsi que certaines citadines) se trouvent, en quelque sorte, en congé pendant la moitié de leur vie. L'énergie de millions de villageois et de milliers de citadines qui se trouve à présent gaspillée en bavardage et en potins, en danses et en libations, est un trésor qui devrait contribuer davantage au développement de notre pays, plus même que toute assistance obtenue des nations riches.

Nous ferions beaucoup pour notre pays si nous nous rendions dans les villages pour dire à la population qu'elle détient ce trésor et qu'il dépend d'elle de l'utiliser dans son propre intérêt et pour le bénéfice de la nation toute entière.

b) Intelligence

La seconde condition du développement est que nous devons nous servir de notre INTELLIGENCE. Un travail assidu mais inintelligent ne provoquera pas d'aussi bons résultats qu'un travail assidu et intelligent. Pour se servir d'une grande houe au lieu d'une petite, d'une charrue tirée par des boeufs au lieu d'utiliser une houe ordinaire, utiliser les engrais, les insecticides, connaître les cultures propres à telle saison ou à tel sol, choisir les bonnes semences et savoir

l'époque précise où il convient de planter, de sarcler, etc..., il faut se servir de ses connaissances et de son intelligence. Tous ces éléments, joints à un travail acharné, permettront de produire des résultats meilleurs et plus importants.

L'argent et le temps consacrés à inculquer ces notions aux paysans sont mieux dépensés et bénéficient plus à notre pays que l'argent et le temps appréciable consacrés à d'autres domaines qui nous semble relever du "développement".

Ces faits sont bien connus de tous. Les parties de notre Plan quinquennal de développement, dont nous avons atteint ou presque les objectifs, sont celles qui dépendent exclusivement du travail acharné de la population. La production de coton, de café, de noix de cajou, de tabac et de pyrèthre, a considérablement augmenté au cours des trois dernières années. Ce sont-là des résultats que l'on obtient par un travail acharné et une direction éclairée, et non par le recours à d'énormes sommes d'argent.

En outre, la population, par son travail assidu et avec peu d'aide ou de conseils, a terminé plusieurs programmes de développement dans les villages. Elle a construit des écoles, des dispensaires, des centres communautaires et des routes; elle a également creusé des puits, amené l'eau, installé des bains parasitocides pour le bétail, installé de petits barrages et effectué un certain nombre d'autres programmes de développement. Si la population avait attendu d'avoir l'argent nécessaire, elle ne disposerait pas encore de toutes ces installations.

LE TRAVAIL ACHARNE CONSTITUE LA BASE MEME DU DEVELOPPEMENT

Certains programmes du Plan dont l'élément moteur est l'argent, sont en bonne voie. Mais de nombreux autres ont dû être interrompus et d'autres encore risquent de n'être jamais menés à terme, en raison du manque de fonds. Cependant, nous ne cessons de parler d'argent et notre quête de ressources financières nous prend chaque jour davantage de temps et d'énergie. Nous ne devrions pas diminuer les efforts que nous faisons pour nous procurer l'argent réellement

nécessaire, mais il serait plus judicieux de consacrer du temps dans les villages pour montrer à la population comment amener le développement par ses propres efforts, plutôt que de faire des voyages si longs et si onéreux à l'étranger pour réunir des fonds en vue du développement. Tel est le seul moyen de faire progresser tous les citoyens.

Cela ne signifie pas bien entendu qu'à partir de maintenant nous n'aurons pas besoin d'argent, ou que nous cesserons de créer des industries ou de lancer des programmes de développement qui exigent de l'argent. Ni, ou non plus, que nous n'accepterons pas, ou même que nous ne chercherons pas à obtenir de l'argent d'autres pays pour notre développement. Telle n'est pas notre intention. Nous continuerons à nous servir d'argent, et chaque année il nous en faudra davantage que l'année précédente pour les divers programmes de développement, et ces besoins croissants seront précisément un signe de notre développement.

Notre propos toutefois revient à dire qu'à partir de maintenant nous saurons quelles sont véritablement les bases et les résultats de notre croissance. Entre l'argent et la population, il est évident que c'est la population et son travail assidu qui constituent les bases du développement, et que l'argent n'est que l'un des résultats du travail acharné. Il s'agit maintenant d'être réaliste et de replacer le problème dans sa vraie perspective. Les industries s'implanteront et l'argent viendra, mais la pierre angulaire reste la population et son travail acharné, particulièrement dans l'agriculture. Tel est pour nous le sens de "autonomie". Il convient donc de mettre l'accent sur :

- a) la terre et l'agriculture;
- b) la population;
- c) la politique du socialisme et de l'autonomie;
- d) une direction éclairée.

a) La terre

Puisque l'économie de la Tanzanie dépend-et continuera de dépendre -de l'agriculture et de l'élevage, les Tanzaniens pourront vivre

décemment sans avoir recours à l'aide extérieure, à condition de mieux utiliser leurs terres. La terre est à la base de l'existence humaine et tous les Tanzaniens devraient la considérer comme un investissement de grande valeur pour le développement futur du pays. Puisque la terre appartient à la nation, le Gouvernement doit s'assurer qu'elle est utilisée pour le plus grand bénéfice de tous les citoyens et non d'un individu ou de quelques personnes.

Il incombe donc au TANU de s'assurer que le pays produira suffisamment de produits alimentaires et de produits agricoles de rapport pour les exportations. Il incombe au gouvernement et aux sociétés coopératives de s'assurer que notre population recevra les outils, la formation et les conseils nécessaires sur les façons culturelles modernes.

b) Le peuple

Si l'on veut appliquer correctement la politique d'autonomie, il faudra apprendre à la population ce que l'on entend par là et comment y parvenir. La population doit pouvoir produire elle-même les vivres, les vêtements et les logements dont elle a besoin.

Dans notre pays, nous devrions être fiers de notre travail et de vilipender la paresse, l'ivrognerie et l'oisiveté. Pour la défense de notre nation, il faut que nous soyons sur nos gardes et que nous nous méfions des pantins qui dans notre pays, pourraient être utilisés par des ennemis de l'extérieur qui cherchent à nous détruire. Le peuple doit toujours être prêt à défendre son pays lorsqu'on le lui demande.

c) De bonnes politiques

Les principes de l'autonomie sont conformes à notre politique socialiste. Pour prévenir l'exploitation, il faut que chacun travaille et vive de son propre travail. Pour pouvoir répartir équitablement la richesse nationale, il faut que chacun travaille le plus possible. Personne, par exemple, ne devrait résider longtemps chez un parent sans travailler car, ce faisant, il exploiterait son parent. De même, personne ne devrait rester inactif dans les villes ou les

villages, car l'absence de travail équivaldrait à exploiter des parents ou des amis.

Le TANU estime que tout citoyen qui aime son pays a le devoir de le servir en collaborant avec ses concitoyens à l'édification de la nation, pour le plus grand bénéfice de la population de la Tanzanie toute entière. Si nous voulons maintenir notre indépendance et la liberté de notre peuple, nous devons nous suffire à nous-mêmes dans tous les domaines possibles et éviter de dépendre de l'assistance extérieure. Si chaque citoyen se suffit à lui-même, les groupes de dix maisons se suffiront à eux-mêmes; si les groupes se suffisent, le quartier tout entier se suffira à lui-même et, par suite, le district. Lorsque les districts se suffisent à eux-mêmes, la région en fait autant, et si l'ensemble des régions se suffisent à elles-mêmes, c'est l'ensemble de la nation qui pratique l'autonomie, ce qui est notre objectif.

d) Une direction éclairée

Le TANU est conscient de l'importance d'une direction éclairée. S'il y a des difficultés, c'est que nous n'avons pas établi de plan cohérent pour la formation de dirigeants. Le siège du parti est maintenant chargé de préparer des plans spécifiques pour la formation de dirigeants, tant à l'échelon national qu'à l'échelon des dirigeants de groupes de dix maisons, de sorte que chacun comprenne notre politique et nos principes économiques. Les dirigeants et animateurs doivent donner un bon exemple au reste du pays, tant par leurs actes que par leur comportement quotidien.

QUATRIEME PARTIE

Les membres du TANU

Depuis la fondation du Parti on a fortement insisté sur la nécessité de recruter un nombre de membres aussi grand que possible. Cela s'est trouvé justifié au cours de notre combat pour l'indépendance. Aujourd'hui toutefois, le Comité exécutif national estime que le temps est venu de faire porter l'accent désormais, non sur le nombre mais sur la qualité des membres. Il faudra accorder plus d'importance maintenant à la foi des membres en les principes et objectifs du Parti ainsi qu'en la politique socialiste.

La clause des statuts du TANU qui concernent les membres, doit être strictement respectée. Quand il semble improbable qu'un candidat accepte réellement les principes et les objectifs du Parti, on ne doit pas l'inscrire. Surtout, il faudra toujours se souvenir que le TANU est un Parti de paysans et de travailleurs.

CINQUIÈME PARTIE

Déclaration d'Arusha

En conséquence, le Comité exécutif national, réuni au Centre communautaire d'Arusha, du 26 au 29 janvier 1967, décide :

A. DIRECTION :

1. Que tout dirigeant du TANU et membre du Gouvernement doit être soit un agriculteur, soit un travailleur; il ne doit aucunement se rendre coupable de pratiques capitalistes ou féodales.
2. Qu'aucun dirigeant du TANU ou membre du Gouvernement ne doit posséder d'actions dans une société.
3. Qu'aucun dirigeant du TANU ou membre du Gouvernement ne doit occuper un poste de direction dans une entreprise privée.
4. Qu'aucun dirigeant du TANU ou membre du Gouvernement ne doit recevoir deux traitements ou plus.
5. Qu'aucun dirigeant du TANU ou membre du Gouvernement ne doit posséder de logements placés en location.
6. Qu'aux fins de la présente résolution, on entend par "dirigeant", les membres du Comité exécutif national du TANU; les ministres, députés, fonctionnaires de haut rang des organisations affiliées au TANU, les hauts fonctionnaires des organismes paragouvernementaux, les personnes nommées ou élues aux termes de la constitution du TANU, les conseillers et fonctionnaires des cadres moyens et supérieurs. Dans ce contexte "dirigeant" signifie un homme (ou bien un mari et sa femme); une femme (ou bien une femme et son mari).

B. LE GOUVERNEMENT ET LES AUTRES INSTITUTIONS

Le Comité exécutif national :

1. Félicite le Gouvernement des mesures qu'il a prises jusqu'ici pour appliquer le socialisme.
2. Prie le Gouvernement de prendre des mesures supplémentaires pour faire appliquer la politique socialiste décrite dans la deuxième

partie du présent document, sans attendre que soit établie une commission présidentielle sur le socialisme.

3. Prie le Gouvernement d'insister, lors de la préparation des Plans de développement, sur les moyens dont dispose le pays pour mettre lui-même ces plans en oeuvre plutôt que sur le recours à des prêts et des dons étrangers, comme ce fût le cas pour l'actuel Plan quinquennal de développement. Il décide également que le Plan devra être révisé pour être aligné sur la politique d'autonomie.
4. Prie le Gouvernement de prendre des mesures destinées à garantir que les gains des travailleurs du secteur privé ne seront pas sensiblement différents de ceux des travailleurs du secteur public.
5. Prie le Gouvernement d'insister fortement sur les mesures propres à élever le niveau de vie des paysans et des collectivités rurales.
6. Prie le NUTA, les coopératives, le TAPA, l'UWT, le TYE et autres institutions gouvernementales, de prendre des mesures propres à faire appliquer la politique du socialisme et de l'autonomie.

C. MEMBRES

Les membres devraient recevoir une formation qui leur permette de se familiariser avec l'idéologie du Parti et de bien comprendre cette idéologie; on devrait toujours leur rappeler la nécessité de vivre conformément à ces principes.